Groupe d'élèves de l'école de Masqueray (Département de Médéa, Algérie) en 1957 avec l'angevin René Noury (collection J. Pineau).

Yves Denéchère, professeur d'histoire contemporaine à l'Université d'Angers - CERHIO CNRS

ENFANTS ET JEUNES MUSULMANS DE L'ALGÉRIE EN GUERRE DANS LE MAINE-ET-LOIRE (1959-1961)

HISTOIRE ET CONSTRUCTION D'UNE RECHERCHE

Toute recherche a une histoire. Celle-ci a débuté par la lecture d'un article dans la presse régionale. Sous le titre énigmatique de « L'histoire ravivée des petits visiteurs algériens », il y était question de colonies de vacances d'enfants musulmans d'Algérie organisées à Vertou (Loire-Atlantique) pendant les étés 1959 et 1960. D'où une première interrogation sur la manière dont pouvaient bien être accueillis ces enfants par la population locale en pleine guerre d'Algérie, alors que des centaines de milliers d'appelés étaient engagés dans une guerre qui touchait toutes les familles. Ces deux colonies qui ont accueilli plusieurs dizaines d'enfants pendant plusieurs semaines étaient organisées par un ancien appelé rentré au pays et un de ses camarades, angevin, resté en Algérie pour « faire l'école ». En 1959, sur le chemin de Vertou, les enfants ont séjourné quelques jours à Saint-Barthélemy-d'Anjou[1]. Pouvait-on aller plus loin ? En savoir davantage sur cet épisode qui semblait singulier ?

Le dépouillement bibliographique[2] mais surtout archivistique[3] a montré qu'il ne s'agissait pas d'une expérience unique, bien au contraire. Pendant les « événements d'Algérie » - comme on les appelle alors -, l'organisation de colonies de vacances en Algérie même est restreinte pour des raisons de sécurité. Les régions montagneuses se prêtant à l'organisation de ces séjours sont des zones de guerre : la Kabylie, l'Atlas Blidéen, les monts de Tlemcen. Un certain nombre de colonies pour enfants européens et pour « enfants musulmans » - il s'agit là encore du vocabulaire de l'époque[4] - sont transplantées en métropole. À partir de 1959, le phénomène prend une toute autre ampleur. En effet, le plan de Constantine, lancé dans la foulée du référendum de septembre 1958 sur la constitution de la Ve République[5], doit construire une « Algérie nouvelle ». Il comprend notamment un volet sur l'école et repose sur le renforcement de l'action sociale et psychologique de l'armée, notamment dans les SAS (sections

1 - « L'histoire ravivée des petits visiteurs algériens », *Ouest-France*, 16 décembre 2014.

2 - Très peu d'études ont été consacrées à l'enfance pendant la guerre d'Algérie, quelques-unes cependant par des avocats de l'œuvre sociale de la France. En revanche, les témoignages publiés d'enfants de la guerre sont désormais assez nombreux.

3 - Notamment aux Archives nationales à Pierrefitte, aux Archives nationales d'Outre-Mer à Aix-en-Provence, au Service Historique de la Défense à Vincennes et aux archives diplomatiques à La Courneuve.

4 - Sur la difficulté de l'utilisation des termes issus de la colonisation, voir Raphaëlle Branche, *La guerre d'Algérie : une histoire apaisée ? Mémoires et débats*, Paris, Seuil, 2005, « Que faire de mots de l'époque coloniale ? », p.349-359 ; Benjamin Stora, *Les mots de la guerre d'Algérie*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2005.

5 - Référendum du 28 septembre 1958 : constitution approuvée par 82,6 % de « oui » en France (89 % en Maine-et-Loire) et par 96 % de « oui » en Algérie.

(fig. 1) Trac recto/verso (collection F. Renaud).

administratives spécialisées). **(fig. 1)** La formation professionnelle des jeunes est un autre enjeu décisif, et aussi l'encadrement par le sport, le travail et les loisirs. Il s'agit de ne pas laisser des jeunes désœuvrés être attirés au maquis par le FLN.

Dans ce contexte, l'encadrement des enfants et des adolescents dans les colonies de vacances - très en vogue à l'époque (1,3 million d'enfants en 1960)[6] – présente un grand intérêt : envoyer en France des enfants algériens (musulmans) pour leur faire découvrir le pays, c'est les « attacher » à la France, eux et leurs familles. Mais l'effet inverse est également recherché : « les préfets ne sauraient se désintéresser de la venue de ces jeunes Algériens, eu égard aux répercussions possibles de leur séjour tant auprès d'eux-mêmes qu'auprès de jeunes métropolitains chargés de les accueillir »[7]. En 1960, 30 000 enfants algériens sont envoyés en colonies en métropole, toutes formes confondues. L'organisation de colonies de vacances est « un des résultats les plus tangibles » des jumelages entre départements métropolitains et arrondissements algériens. Plus des 2/3 des départements jumelés accueillent des colonies de vacances, ce qui représente 4 000 enfants. **(fig. 2)**

Un défi est posé à l'historien : comment mesurer les effets de ces séjours sur les enfants accueillis, sur les populations locales ? Cette question rejoint celle, plus large, posée par Jean-Luc Marais dans *Le Maine-et-Loire aux XIXe et XXe siècles*. Après avoir présenté les prises de position des syndicats locaux, des partis politiques, de l'évêque, il se demande : « Mais que pensait la masse des Angevins ? »[8]. Trop peu de travaux ont été réalisés sur les attitudes des habitants du Maine-et-Loire face à la guerre d'Algérie[9]. Ce qui invite à la recherche et à exhumer ces colonies de vacances d'enfants algériens en Maine-et-Loire

Les archives départementales recèlent des sources très riches sur cette question, notamment dans la série W sur le jumelage entre le Maine-et-Loire et l'arrondissement de Barika, complètement oublié aujourd'hui. La presse locale (*Ouest-France*, *Le Courrier de l'Ouest*, *La Nouvelle République*) est essentielle pour tenter une histoire des représentations de ces séjours de vacances. S'agissant d'une

6 - Laura Lee Downs, *Histoire des colonies de vacances, de 1880 à nos jours*, Paris, Perrin, 2009.
7 - Archives nationales (désormais AN), 19770178 26, lettre du ministre de l'Intérieur aux préfets, 21 avril 1958.
8 - Jean-Luc Marais, *Le Maine-et-Loire aux XIXe et XXe siècles, Histoire de l'Anjou*, tome 4, Picard, 2009, p.252.
9 - Caroline Cady, « La guerre d'Algérie et les angevins. Vécus et perceptions d'hier, mémoires et opinions d'aujourd'hui (1954-1998) », mémoire de maîtrise, Université d'Angers, 1998, réalisé sans beaucoup d'archives car non consultables à l'époque.

(fig. 2) Affiche relative à l'opération des jumelages, 80 x 120 (ANOM 1 K 1288).

histoire du temps présent, les sources orales sont possibles et indispensables. Plusieurs entretiens avec des protagonistes (organisateurs, directeurs et moniteurs de colonies de vacances, témoins) ont été réalisés. Une histoire équilibrée nécessiterait de pouvoir recueillir les témoignages des enfants de l'époque mais c'est évidemment une démarche compliquée. Néanmoins on trouve des traces intéressantes de leur ressenti dans des correspondances, des archives privées, sur des photographies. En Maine-et-Loire, les initiatives d'organisation de ces séjours de vacances ont été individuelles (un ancien appelé angevin en Algérie, une assistante sociale travaillant dans un camp de déplacés, un enseignant d'un établissement scolaire angevin), associatives (Famille rurale, Maisons familiales rurales, UFCS) ou institutionnelles (jumelage entre le Maine-et-Loire et Barika). Cette diversité génère des modalités d'accueil très variées et interroge les motivations des uns et des autres et les réactions de la population départementale.

1 – DES INITIATIVES INDIVIDUELLES ET ASSOCIATIVES EN 1959 ET 1960

1 – Un passage à Saint-Barthélemy-d'Anjou (1959)

Les enfants qui viennent en colonie de vacances à Vertou en 1959 passent quelques jours en Anjou avant de rejoindre la Loire-Atlantique car l'un des organisateurs est originaire de cette commune. Attardons-nous un peu sur son parcours personnel dans la guerre[10]. Né en 1932 dans une famille ouvrière très modeste, René Noury est envoyé au Petit séminaire où ses camarades le surnomment « Baba », puis c'est l'entrée au Grand séminaire en 1953. Il fait son service militaire en Algérie comme auxiliaire car ayant été blessé en

10 - Sur la notion d'expériences individuelles de la guerre, voir Jean-Charles Jauffret, *Soldats en Algérie 1954-1962. Expériences contrastées des hommes du contingent*, Paris, Autrement, 2000.

(fig. 3) Groupe d'élèves de l'école de Masqueray en 1957, avec René Noury (collection J. Pineau).

1945 en jouant avec une grenade abandonnée à Pignerolle, il n'est pas retenu comme combattant. Il stationne avec le 2e Régiment d'infanterie à Aumale (aujourd'hui Sour El-Ghozlane), Boghari (Ksar el Boukhari) puis à Masqueray (Djouab), dans un secteur où il y a beaucoup d'engagements et d'accrochages. Comme d'autres appelés, René Noury fait office d'instituteur en tant que « moniteur d'instruction scolaire »[11]. En 1956, l'école de Masqueray où il enseigne compte 67 élèves (dont 9 européens). Une visite de son ami Joseph Pineau permet de disposer de photographies très instructives sur cette école et les enfants qui la fréquentent en 1957[12] **(fig. 3)**. À la fin de son service en 1958, René Noury choisit de rester comme enseignant à l'école de Masqueray qui compte désormais 250 enfants et 5 classes, fonctionnant à mi-temps faute de locaux suffisants[13].

11 - Aïssa Kadri, *Instituteurs et enseignants en Algérie 1945-1975*, Karthala, 2014. Entre autres témoignages d'appelés-instituteurs : Claude Duranteau, *Au royaume des enfants de Tagdoura. Carnets et photos d'un instituteur vendéen appelé en Algérie (1958-1959)*, Centre vendéen de recherches historiques, 2005.

12 - Témoignage de Joseph Pineau, 7 et 20 mai 2015. Archives privées de la famille de René Noury.

13 - Archives nationales d'Outre-mer (désormais ANOM), 3 R 393, correspondance sur école de Masqueray, 1956-1958.

(fig. 4) Colonie de vacances 1959 à Vertou (collection F. Renaud).

En 1959, René Noury contacte Francis Renaud, qui était appelé avec lui en Algérie, rentré chez lui à Vertou, et lui demande d'organiser l'accueil d'une quinzaine d'enfants pendant l'été[14]. Le projet est piloté par la SAS de Masqueray et la commune de Djouab. Les motivations des organisateurs sont simples : sortir les enfants de la guerre, de l'oisiveté de la période estivale, obtenir un effet psychologique positif sur les enfants et leurs familles, déjà plutôt favorables à la France[15]. Le séjour se déroule du 6 août au 11 septembre 1959 et concerne 17 enfants : 13 garçons et 4 filles. La plus grosse dépense, la traversée de la Méditerranée, est évitée grâce à Suzanne Massu, l'épouse du général - très engagée dans des œuvres sociales -, qui en obtient la gratuité, ainsi que des vêtements et souliers pour tous les enfants[16].

Avant de rejoindre Vertou, les enfants passent 4 ou 5 jours à Saint-Barthélemy, Jean-Marc Gaudiches, neveu de René Noury, est de la fête. L'organisation est familiale et très simple : « ils sont arrivés par le train. On s'était arrangé avec des voisins pour les récupérer à la gare avec René. Les garçons couchaient dans la salle à manger de chez mes grands-parents ». « A l'époque, j'avais neuf ans, je dormais avec eux. Les filles étaient au presbytère, la Bonne-Mère [petit dispensaire tenu par trois sœurs à Saint-Barthélemy] nous avait prêté des lits de camp ». La famille est catholique, engagée dans le militantisme chrétien, peut-être opposée à la guerre d'Algérie… « On avait une grande cour donc il y avait un peu de jeu, des occupations ». Et puis quelques sorties : le château d'Angers, Pignerolle, les ardoisières à Trélazé et une journée à Saumur. D'après les témoins, les relations avec la population locale sont excellentes. « Je me souviens, nous leur avions offert des cadeaux… des coiffes et calots aux couleurs de l'Anjou bleu et rouge. Pour eux, il s'agissait d'un trésor ! Bizarrement, pour moi, il s'agissait de copains. Je ne faisais aucune différence, il n'était pas question de couleur ou quoique ce soit d'autre… Idir appelait mes grands-parents "le duc et la duchesse". Du coup, tous les enfants se sont mis à les appeler ainsi »[17].

Ensuite les enfants s'installent à Vertou dans des conditions tout aussi simples, grâce à la mobilisation de familles sollicitées par Francis Renaud[18]. Celui-ci considère cet accueil comme une manifestation de l'humanisme chrétien qui l'anime. L'abbé Pierre Gascoin et Joseph Pineau (ordonné en 1959) viennent rendre visite aux enfants. Le premier écrit à Francis Renaud que ce fut pour lui une véritable révélation : « ici nous ne connaissons pas le grand problème de l'Algérie. Nous le jugeons à travers une presse maladroite et peu sincère ». Il estime que les Français pourraient faire beaucoup de bien à « ces enfants tout neufs, intelligents et affectueux », « si chaque soldat avait fait ce tu as fait et ce que fait Noury ». Et de louer les « quelques chrétiens qui s'intéressent à ces populations déshéritées »[19]. **(fig. 4)** « Peu de temps avant qu'ils ne repartent », raconte encore Jean-Marc Gaudiches, « nous étions tous allés à Vertou, chez Francis Renaud parce qu'il avait organisé une petite fête. Nous avions mangé et les enfants nous avaient préparé un petit spectacle avec une estrade… Certainement pour nous remercier et nous faire découvrir leur culture »[20].

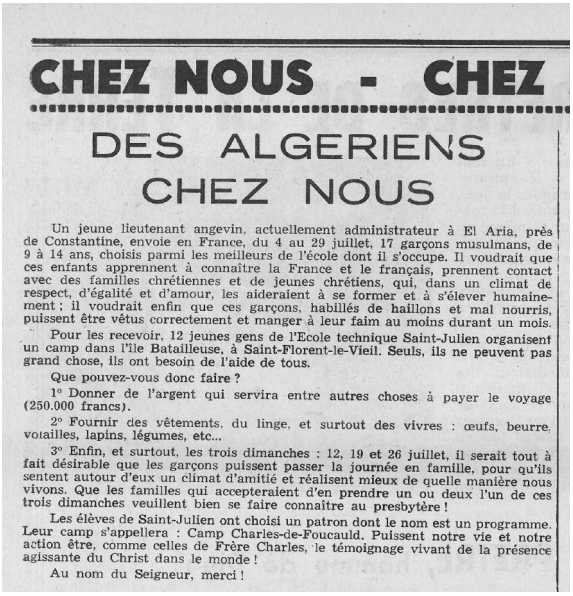
14 - Témoignage de Francis Renaud, 15 et 29 mai 2015.
15 - ANOM, 3 SAS 33, rapport mensuel de la SAS de Masqueray, juillet 1959.
16 - Sur l'Association Jeunesse de Suzanne Massu, voir Yves Denéchère, « Les "enfants de Madame Massu" : œuvre sociale, biopolitique et citoyenneté pendant et après la guerre d'Algérie (1957-1980) », article à paraître dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*.
17 - Témoignage de Jean-Marc Gaudiches (†), 26 mai 2015.
18 - Témoignages de Francis Renaud et Annick Priou, 29 mai 2015.
19 - Archives privées Francis Renaud, lettre de l'abbé Gascoin, 11 septembre 1959.
20 - Témoignage de Jean-Marc Gaudiches.

Il y a bien évidemment aussi une dimension plus politique à ce séjour, peut-être pas forcément identifiée par les protagonistes ligériens. Mais *L'Echo d'Alger*, très favorable à l'Algérie française, présente « une colonie pas comme les autres » car « les enfants ont été accueillis par des anciens du 3e bataillon du 2e régiment d'infanterie ». *Le Bled*, journal d'information militaire à destination des soldats, en parle également. L'impact sur la population de Masqueray est fort d'après journal de marche de la SAS : des festivités sont organisées au retour des enfants, qui en passant par Alger sont allés visiter le Centre de Jeunesse dont s'occupe Suzanne Massu[21]. En Maine-et-Loire et en Loire-Atlantique les réactions de la population n'ont sans doute pas été hostiles puisqu'un projet plus important aura lieu en 1960 : une cinquantaine d'enfants s'installent alors dans les locaux de l'école à Vertou avec un directeur, Michel Leduc, et sans aucune réaction d'hostilité des vertaviens selon lui[22].

Près de soixante ans plus tard, la mémoire de ces deux colonies de vacances est encore vive également chez certains de ceux qui les ont vécues en tant qu'enfants. Plusieurs familles vertaviennes sont toujours en contact avec des enfants, devenus grands-pères pour certains. À chaque Noël, Francis Renaud reçoit un paquet de dattes. Il a retrouvé certains des anciens enfants lors d'un séjour à Djouab en 2012. Joseph Pineau, en 1989 et 2005, avait lui aussi pu se rendre compte en passant chez eux que cette expérience les avait marqués.

2 – Un camp d'été sur l'île Batailleuse (1959)

En 1959, un Angevin, servant comme lieutenant en Algérie, sans doute comme officier SAS, à El Aria (près de Constantine), envoie 17 des « meilleurs garçons musulmans » de 9 à 14 ans pendant trois semaines (4-29 juillet) pour découvrir la France. Le camp est organisé par l'un de ses amis, l'abbé Pierre Brunet, sous-directeur de l'institution Saint-Julien et responsable des formations techniques qui s'installeront bientôt à la Baronnerie. Originaire de Saint-Florent-le-Vieil, l'abbé installe le camp sur l'île Batailleuse[23].



CHEZ NOUS - CHEZ

DES ALGERIENS CHEZ NOUS

Un jeune lieutenant angevin, actuellement administrateur à El Aria, près de Constantine, envoie en France, du 4 au 29 juillet, 17 garçons musulmans, de 9 à 14 ans, choisis parmi les meilleurs de l'école dont il s'occupe. Il voudrait que ces enfants apprennent à connaître la France et le français, prennent contact avec des familles chrétiennes et de jeunes chrétiens, qui, dans un climat de respect, d'égalité et d'amour, les aideraient à se former et à s'élever humainement ; il voudrait enfin que ces garçons, habillés de haillons et mal nourris, puissent être vêtus correctement et manger à leur faim au moins durant un mois.

Pour les recevoir, 12 jeunes gens de l'Ecole technique Saint-Julien organisent un camp dans l'île Batailleuse, à Saint-Florent-le-Vieil. Seuls, ils ne peuvent pas grand chose, ils ont besoin de l'aide de tous.

Que pouvez-vous donc faire ?

1° Donner de l'argent qui servira entre autres choses à payer le voyage (250.000 francs).

2° Fournir des vêtements, du linge, et surtout des vivres : œufs, beurre, volailles, lapins, légumes, etc...

3° Enfin, et surtout, les trois dimanches : 12, 19 et 26 juillet, il serait tout à fait désirable que les garçons puissent passer la journée en famille, pour qu'ils sentent autour d'eux un climat d'amitié et réalisent mieux de quelle manière nous vivons. Que les familles qui accepteraient d'en prendre un ou deux l'un de ces trois dimanches veuillent bien se faire connaître au presbytère !

Les élèves de Saint-Julien ont choisi un patron dont le nom est un programme. Leur camp s'appellera : Camp Charles-de-Foucauld. Puissent notre vie et notre action être, comme celles de Frère Charles, le témoignage vivant de la présence agissante du Christ dans le monde !

Au nom du Seigneur, merci !

(fig. 5) Bulletin paroissial de Saint-Florent-le-Vieil, n° 45, juillet 1959 (Archives diocésaines d'Angers).

La dimension religieuse de l'entreprise ne fait aucun doute : la personnalité de l'abbé, le bulletin paroissial pour mobiliser la population, l'accueil prévu dans des « familles chrétiennes » les trois dimanches, enfin le nom donné au camp : « Charles de Foucauld », l'ermite de Béni Abbès (1858-1916). La charité est présentée comme la motivation principale : il s'agit d'habiller ces enfants, de les faire manger à leur faim (ils apparaissent très maigres sur les photos dans la presse), en somme de les sortir d'un quotidien très difficile voire miséreux. Très peu d'entre eux parlent le français, ils vont donc pratiquer la langue[24]. **(fig. 5)** Les sources sont très limitées et les questions nombreuses. L'armée organise le voyage et sans doute le finance (300 000 anciens francs). Les paroissiens florentais répondent à l'appel de l'abbé en donnant vêtements, nourritures, argent, en prêtant main forte, en accueillant les enfants le dimanche. Les frais sont donc sans doute réduits sur place, d'autant qu'il n'y a pas d'excursion, ni d'activités particulières, il s'agit de vivre sous toile dans la nature. L'interaction entre le camp Charles-de-Foucauld et la population semble donc importante, d'autant que 12 grands élèves de Saint-Julien encadrent les petits algériens.

21 - ANOM, 3 SAS 33, rapport mensuel de la SAS de Masqueray, septembre 1959.
22 - Témoignage de Michel Leduc, 29 mai 2015.
23 - « 17 petits Musulmans du Constantinois passent des vacances à l'île Batailleuse de Varades », *La République de l'Ouest*, 10 juillet 1959 ; « Au camp de Foucauld à Saint-Florent seize jeunes musulmans vivent de joyeuses vacances », *La Nouvelle République*, 8 juillet 1959.
24 - « Des Algériens chez nous », *Bulletin paroissial de Saint-Florent-le-Vieil*, n°45, juillet 1959. (Archives diocésaines d'Angers).

3 – Des stages de formation agricole et d'initiation sociale (1959-1961)

Toujours en 1959, le mouvement Famille Rurale et le Centre de formation de moniteurs agricoles à Cantenay-Épinard (Château de Châtillon) organisent des stages de formation agricole pour une quarantaine de « jeunes nord-africains » de 16 à 20 ans. Pendant une douzaine de jours et à deux reprises, en juillet puis en août, sont dispensés des cours d'enseignement agricole et organisées de nombreuses visites dans des fermes, des entreprises, des lieux touristiques. Le programme est très chargé : jardins des Plantes et du Mail à Angers, établissements Turc, châteaux d'Angers, Montgeoffroy, Brissac et Saumur, les champignonnières, des caves, des usines de chaussure du Choletais, Thomson, Bessonneau, les ardoisières... Cela fait beaucoup de déplacements, sans oublier un accueil dans des familles de Champigné[25].

Contrairement aux deux séjours précédents, la dimension officielle est très importante. Un accueil a lieu à la mairie de Cantenay-Épinard en présence de Jacques Juilhard, secrétaire général de la préfecture, qui était auparavant sous-préfet en Algérie et qui discute beaucoup avec les jeunes. La couverture des journaux locaux est importante, insistant sur les découvertes, le rapprochement entre les populations : « Sous le signe d'une franche amitié, les stagiaires algériens ont diné au centre de Châtillon avec les familles qui les avaient reçus ». Le maire de Cantenay-Épinard, déclare : « Unis dans le même idéal de fraternité, nous arriverons à vaincre les difficultés. C'est à cette union de la France et de l'Algérie que nous consacrerons tous nos efforts », tandis que le représentant du préfet rappelle la participation des Nord-Africains aux deux guerres mondiales[26]. L'épisode s'inscrit donc parfaitement dans la politique algérienne définie par les autorités françaises.

En juillet 1960 et 1961, Marie-Françoise Huet-Poisson, conseillère municipale d'Angers depuis 1959, accueille dans la ville et pour quelques jours une dizaine de « jeunes filles algériennes », élèves de lycée et élèves infirmières. Ces « stages d'initiation sociale », également appelés « caravanes », sont organisés par l'Union Féminine Civique et Sociale (UFCS), association inspirée du catholicisme social. Ils permettent à des jeunes filles musulmanes triées sur le volet de découvrir la France en séjournant dans plusieurs villes (Marseille, Paris, Angers, Quimper, Brest, Saint-Brieuc). Outre l'aspect touristique, il s'agit aussi de leur « faire connaître différents organismes sociaux et culturels existants en France » et de leur faire prendre conscience « du rôle de la femme dans la vie sociale, économique et civique ». La section UFCS d'Angers encadre les visites du Bon Pasteur, de la CAF, des Compagnons du Devoir, du Foyer de l'enfance, etc.[27]

Pour l'UFCS, « en aucun cas, il ne peut s'agir d'un voyage de propagande »... même si les jeunes filles sont sélectionnées par le Secrétariat Social d'Alger et si la Délégation Générale en Algérie finance la plus grande partie des séjours via le Haut Comité de la Jeunesse. Les rapports de séjours signalent tous la « bonne impression » laissée par des stagiaires « charmantes, ouvertes, pleines de fraicheur »... et politisées. « Bien sûr ! Elles sont FLN. Bien sûr ! Elles souhaitent passionnément l'indépendance totale de l'Algérie [...] Ce sont des jeunes, elles ne comprendront les difficultés que lorsqu'elles les vivront ». Et de préciser l'état d'esprit dans lequel l'accueil a été organisé : « Nous les avons reçues avec notre cœur, dans un sentiment chrétien de paix et nous sommes convaincues que cette rencontre sera bénéfique. Mais de notre côté, saurons-nous ce qu'au fond d'elles-mêmes elles pensent de la France et des familles françaises ? »[28].

4 – Des adolescentes à Port-Thibault (1960)

Blanche Tréard, originaire de Tiercé, est assistante sociale rattachée au Gouvernement général en Algérie et au 25e bataillon de chasseurs alpins. Elle travaille dans un camp de regroupement forcé à la frontière tunisienne. La situation y est miséreuse telle que Michel Rocard, entre autres, la dénonce dans un rapport de

25 - « 50 Nord-Africains ruraux au Centre de formation de moniteurs agricoles de Cantenay-Épinard », « 44 Nord-Africains effectuent un stage au domaine du Châtillon à Cantenay-Épinard », *La Nouvelle République*, 17 et 22 juillet 1959 ; « Pendant une quinzaine de jours, 38 jeunes musulmans seront les hôtes du Centre de formation des moniteurs agricoles, à Cantenay-Épinard », *Le Courrier de l'Ouest*, 29 juillet 1959.

26 - « Les jeunes musulmans du château de Châtillon, centre agricole, ont été reçus, hier, à la mairie de Cantenay-Épinard », *Le Courrier de l'Ouest*, 17 juillet 1959 ; « La municipalité de Cantenay-Épinard a accueilli hier les jeunes stagiaires nord-africains » *La Nouvelle République*, 17 juillet 1959.

27 - Bibliothèque de l'Université d'Angers, Centre des Archives du Féminisme, (désormais BUA CAF), fonds UFCS, 16 AF 456, correspondance de Marie-Françoise Huet-Poisson avec l'UFCS et programmes des stages 1960 et 1961.

28 - BUA CAF, UFCS, 16 AF 459, correspondance et convention entre l'UFCS et le COGEDED 1961 ; rapports du séjour 1961 du groupe Angers, Quimper, Brest, Saint-Brieuc.

De la frontière tunisienne à Port-Thibau

Vingt petites musulmanes d'Algérie passe trois semaines de vacances sur les bords de la Loire

Aux abords de la frontière algéro-tunisienne, dans les « camps de regroupement » vit toute une population musulmane miséreuse.

C'est là que Mme Tréhard, assistante sociale originaire de Tiercé où habite encore sa famille, exerce avec dévouement sa belle mission féminine. Elle organise pour les adolescents des metchas des cours ménagers l'après-midi, employant les heures de la matinée aux soins médicaux (A.M.G.) dans les gourbis. Elle a été récemment décorée de la Croix de la Valeur Militaire.

Deux cents fillettes de 12 à 17 ans suivent avec plus ou moins d'assiduité ces cours sur l'hygiène, la puériculture, la cuisine, la couture, etc...

Le but du voyage

Depuis 24 heures qu'elles sont en Anjou, les jeunes musulmanes découvrent la vie, les paysages de la Loire, la nourriture de notre province et de nouvelles petites camarades voici rassemblées après une promenade, sur les marches de la maison de la Roche de Thibault.

des moins charmantes) de notre province. Le 14 août elles seront reprises à Tiercé.

Le programme de leurs vacances

les préceptes de leur religion ne boivent pas de vin, ni ne mangent de porc. De plus, au lait français elles préfèrent le the à la menthe.

de leur seule gandoura et tout du moindre confort sommeil.

« Leur séjour en France, c'est

(fig. 6) *Le Courrier de l'Ouest* - 8 juillet 1960.

1959[29]. Dans le cadre de l'AMG (Aide Médicale Gratuite) qui s'inscrit dans le rôle social de l'armée et la guerre psychologique, l'assistante sociale prodigue des soins et donne des cours ménagers (cuisine, couture, puériculture, hygiène) à 200 adolescentes de 12 à 17 ans. En juillet-août 1960, pour récompenser les plus assidues, elle organise un séjour en France. Vingt jeunes kabyles sont hébergées à Port Thibault, dans la maison de la Roche-Morna dépendant de l'hôpital psychiatrique de Sainte-Gemmes-sur-Loire. Le financement est assuré par le Mouvement de Solidarité Féminine Algérie-Sahara de Bône, présidée par Madame Dulac, épouse du général qui est l'adjoint du général Salan[30].

Après 48 heures de voyage et une escale à Paris où elles sont prises en charge par la Croix-Rouge, elles arrivent enfin à Angers, munies d'un trousseau. La presse locale insiste sur le fait que la toilette du matin est « une innovation pour ces petites qui se lavent parcimonieusement dans leur gourbi avec l'eau d'une écuelle de bois », et qu'elles ne sont pas habituées à dormir dans des draps. Aussi, ce séjour en France de quelques semaines – selon la presse angevine, et peut-être pour son organisatrice – « c'est un an de gagné en termes d'éducation ». **(fig. 6)**

Dans cet épisode, la dimension officielle est également présente. Pendant le séjour, à la mairie de Tiercé, la Croix de la Valeur militaire est remise à Blanche Tréard. Le maire, un sénateur et le secrétaire général de la préfecture sont présents. Un officier lit l'élogieuse citation qui dépeint les qualités morales, le dévouement et l'héroïsme de Blanche Tréard. Un peu comme des preuves vivantes de son engagement, les petites Algériennes sont présentes, toutes habillées de la même manière[31].

2 – UNE INITIATIVE INSTITUTIONNELLE : LA COLONIE DU JUMELAGE AVEC BARIKA EN 1961

1 – Le jumelage Maine-et-Loire / Barika

Les parrainages de villes d'Algérie par des villes de métropole, mouvement initié en 1956[32], sont peu nombreux dans l'Ouest (Château du Loir-Thiersville, La Baule-Arzew), aucun en Maine-et-Loire. L'opération est relancée par le plan de Constantine et surtout à partir de 1959 mais le mouvement marque le pas. D'où une initiative du gouvernement d'inciter à des jumelages entre départements français et arrondissements algériens. Ainsi sont jumelés : la Loire-Atlantique avec Paul-Cazelles, la Vendée avec Khenchela, la Sarthe et la Mayenne avec Kerrata[33].

En mai 1959, l'arrondissement de Barika (département des Aurès) est proposé par le gouvernement au département de Maine-et-Loire. Une petite fiche de présentation donne quelques indications : l'arrondissement vaste de 5 000 km² est situé à environ 170 km de Sétif dans une région de hauts-plateaux et pré-Sahara, avec une faible pluviométrie et 200 jours de vent par an. L'arrondissement est qualifié de « région déshéritée tant sur le plan économique que social et administratif ».

29 - Michel Rocard, *Rapport sur les camps de regroupement forcé*, 1959, édition critique en 2003, Mille et une nuits.

30 - « De la frontière tunisienne à Port-Thibault, vingt petites musulmanes d'Algérie passent trois semaines de vacances sur les bords de Loire », *Le Courrier de l'Ouest*, 16 août 1960.

31 - « Mme Tréard, de Tiercé, assistance sociale en Algérie, reçoit la croix de la Valeur militaire », *Le Courrier de l'Ouest*, 16 août 1960.

32 - Gérard Bourdin, « Les ambiguïtés d'un rapprochement : parrainages et jumelages, 1956-1962 » dans Raphaëlle Branche et Sylvie Thénault (dir.), *La France en guerre 1954-1962. Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance algérienne*, Autrement, 2008, p.82-100.

33 - Voir Yves Denéchère, « Politique et humanitaire à l'échelle locale pendant la guerre d'Algérie : jumelages et colonies de vacances dans l'Ouest de la France », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 2017, n° 124-2.

LES PETITS ALGÉRIENS DE BARIKA VISITENT L'ANJOU...

Voici deux ans, un jumelage était décidé entre le département de Maine-et-Loire et l'arrondissement de Barika, situé au sud-ouest de Batna (Algérie). Grâce à l'initiative du Conseil général de Maine-et-Loire, 46 enfants dont 33 garçons et 13 fillettes sont hébergés à la Maison Familiale de Beaupréau, inoccupée pendant les vacances. Ils séjourneront en Anjou jusqu'au 4 août.

Jeudi dernier ils accomplissaient leur premier voyage à travers notre belle province. Ils se rendirent d'abord à Champtoceaux, où ils admirèrent les paysages de la Loire majestueuse, vus du « Champalud », puis ils furent accueillis au château de la Haie, à Landemont, domicile de M. Le Bault de la Morinière. En l'absence du député de Cholet, Mme Le Bault de la Morinière reçut avec son amabilité coutumière les petits colons, dont un bon sourire éclairait les visages. Sous les ombrages bienfaisants du parc, ils apprécièrent un excellent repas et firent honneur aux friandises offertes par Mme Le Bault de la Morinière. Après avoir participé à de nombreux jeux de plein air, les visiteurs reprirent place dans le car et se dirigèrent vers Saint-Georges-sur-Loire où en fin de soirée ils visitèrent le château de Serrant. Notons également que ces jeunes Algériens furent accompagnés par M. Alain Levoyer, et par leurs moniteurs et monitrices, dirigés par M. Mainguy Pierre, moniteur des cours d'enseignement agricole.

Au cours de leur séjour en Anjou, les petits colons se rendront à Saumur, puis à Saint-Nazaire. Nous leur souhaitons d'écouler d'agréables vacances en notre province.

(fig. 7) *La Nouvelle République* – 5 juillet 1961

L'économie repose sur des céréales, des palmiers dattiers, des caprins. Les 82 000 habitants d'origine arabe (3/4) et berbère (1/4) sont très dispersés. On compte 200 européens, presque tous fonctionnaires, et seulement 4 colons européens. Les trois agglomérations importantes sont Barika, chef-lieu d'arrondissement, avec 6 000 habitants ; N'Gaous, centre intellectuel et religieux de 4 000 habitants et M'Doukal, 3 500 habitants. Sur le plan politique, la population est présentée comme ayant basculé en 1956 en raison de la faible présence militaire française. Les élections municipales d'avril 1959 ont porté aux responsabilités des maires musulmans engagés dans le projet d'Algérie française nouvelle[34].

Le Conseil général du Maine-et-Loire examine la proposition du gouvernement lors de sa session de mai et réserve sa décision. Alors que deux mois plus tard le préfet lui propose une visite à Barika, le président du département, Jean de Jourdan, rappelle clairement la position du département qui, sans réponse à ses questions sur la dimension financière, ne peut prendre de décision[35]. Il faut attendre la session d'automne (17 novembre 1959) pour que le Conseil général se prononce favorablement sur le principe du jumelage, à l'unanimité. Ce qui en fait un jumelage assez tardif par rapport à ceux réalisés au printemps 1959. La presse locale en rend compte et soutient la décision : « C'est à un travail [...] d'une portée humaine considérable que le Conseil général de Maine-et-Loire a été invité à donner son assentiment »[36].

Une délégation se rend à Barika en mai 1960, composée de Juilhard, secrétaire général de

34 - Archives départementales de Maine-et-Loire (désormais ADML), 303 W 376, plaquette de présentation de Barika réalisée par le *Courrier de l'Ouest* en 1960, reprise par morceaux dans le quotidien.

35 - ADML, 303 W 376, télégramme du préfet au ministre de l'Intérieur, 25 mai 1959 ; lettre du président du Conseil général au préfet, 29 juillet 1959.

36 - Articles du *Courrier de l'Ouest* : « Jumelage de l'Anjou avec un arrondissement algérien (celui de Barika dans le Sud-Constantinois) », « L'exemple de l'Indre-et-Loire », 17 novembre 1959 ; « Le Conseil général a adopté le principe du jumelage du département avec l'arrondissement de Barika » et « Faisons connaissance avec Barika, notre arrondissement jumeau », 18 novembre 1959.

la préfecture, toujours très présent, et de trois conseillers généraux : Guy de Boischevalier (maire de Courchamps) élu depuis 1951 ; Amédée Ossant (maire d'Allonnes) élu depuis 1955 ; Georges Loiré (maire de Pouancé), élu depuis 1951, tous divers droite. Ils visitent les localités les plus importantes, des écoles, des SAS, rencontrent des anciens combattants, les autorités musulmanes...[37] Le rapport de fin de mission signale que « malgré toutes ces pressions [du FLN] la population musulmane souhaite la présence française », que la « pacification est loin d'être achevée » dans une « région fort mal exploitée » : l'eau est mal utilisée, les connaissances agricoles sont insuffisantes, facteurs auxquels s'ajoute « peut-être une nonchalance endémique, due au climat, aux coutumes et aussi au manque de travail ». L'hôpital manque de lits, les écoles de fournitures, les centres pour nourrissons de vêtements...[38] La presse relaie le sentiment très positif de la délégation au terme d'un « voyage très constructif et apaisant », soulignant « un accueil enthousiaste des populations », « les Algériens veulent être – quelle que soit la forme politique qui les régira – Français avant tout ». Ossant en a profité pour rencontrer un jeune appelé saumurois qui sert à Barika, et deux monitrices d'enseignement à N'Gaous originaires de Saumur. La ville semble d'ailleurs plus connue qu'Angers car certains musulmans y ont servi comme spahis[39].

En 1960, plusieurs colis de vêtements, de médicaments et une machine à coudre partent du département vers Barika[40]. L'année suivante, la jeune chambre économique d'Angers lance une « aide culturelle aux enfants d'Algérie » afin de combler le « déséquilibre certain qui existe entre l'enfant français et l'enfant algérien sur le plan de l'éducation intellectuelle ». Des livres de classe sont collectés et envoyés[41]. En avril 1960 le préfet demande au maire d'Angers s'il accepte le jumelage de sa ville avec celle de Barika, « car il a été décidé, dans un but d'harmonisation, que les parrainages entre communes devaient s'effectuer dans le cadre des jumelages départements-arrondissements algériens ». Jacques Millot est d'accord, mais veut savoir ce que fait le département concrètement. La décision positive du Conseil municipal intervient le 26 septembre 1960, seul un conseiller s'abstient car il est « contre le jumelage avec la ville d'un pays dont on ne connait pas le statut futur »[42]. Il est vrai que l'évolution de la politique algérienne de De Gaulle ne laisse pas de s'interroger sur la suite des événements.

2 – La colonie de 1961 à Beaupréau

Comme beaucoup d'autres, le Conseil général propose d'organiser une colonie de vacances pour l'été 1960, mais le délai est trop court et les dépenses n'ont pas été budgétées ; ce sera pour 1961. Plusieurs organisations et associations sont consultées lors de la préparation du séjour. La Fédération des Syndicats des Exploitants agricoles estime « que cette formule pourrait donner d'excellents résultats ». La Fédération départementale des Maisons familiales rurales propose des lieux d'hébergement. La Fédération départementale des associations Famille rurale, se déclare « très favorable à la participation de notre fédération à l'accueil de jeunes algériens dans les familles de notre Anjou rural », et insiste sur la sélection des familles accueillantes pour « recevoir et traiter dignement ces enfants »[43]. Les contacts sont nombreux entre le département ligérien et l'arrondissement des Aurès mais la liste des enfants tarde à arriver, en raison de « la réticence rencontrée chez de nombreux parents, notamment en ce qui concerne les filles »[44].

Du 5 juillet au 4 août 1961, 46 enfants (33 garçons et 13 filles) de 8 à 14 ans, qui sont parmi les meilleurs élèves des écoles primaires de Barika et N'Gouas, sont accueillis à la maison familiale de Beaupréau, grâce au conseiller général du canton de Beaupréau, André Chiron (élu depuis 1958), qui est également animateur des mouvements familiaux chrétiens. Ils arrivent au terme d'un long périple. Partis de Barika le 5 juillet, ils sont passés par

37 - ADML, 303 W 376, dossier d'organisation de la visite à Barika, programmes, coupures de presse.
38 - ADML, 303 W 376, compte rendu du voyage d'étude effectué du 2 au 7 mai 1960 par la délégation du Conseil général, rédigé par Guy de Boischevalier.
39 - « Envoyés par le Conseil général dans l'arrondissement filleul de Barika, MM. De Boischevalier, Loiré et Ossant sont revenus convaincus de la confiance des musulmans en la France », *La Nouvelle République*, 11 mai 1960.
40 - ADML, 303 W 376, correspondance 1960.
41 - « Pour les jeunes Algériens de Barika. La Jeune Chambre économique lance l'opération ramassage de livres », *Le Courrier de l'Ouest*, 4 mars 1961.
42 - Archives municipales d'Angers, délibération du Conseil Municipal, 26 septembre 1960 ; ADML, 303 W 376, lettre du secrétariat général pour les Affaires algériennes, 5 novembre 1960.
43 - ADML, 303 W 376, « Organisation de colonie de vacances pour les jeunes de Barika », 1961, s.d.
44 - ADML, 303 W 376, lettre du sous-préfet de Barika au préfet de Maine-et-Loire, 6 mai 1961.

Batna, Sétif et Bougie (en train) puis par Alger et Marseille (en bateau) pour rejoindre Angers en train et rallier Beaupréau en car où ils arrivent le 8 juillet. Le sous-préfet, le maire et le conseiller général sont présents pour les accueillir[45]. **(fig. 7)** Mais le préfet est très mécontent que les enfants n'aient été encadrés que par un seul étudiant bénévole dans le train de Marseille à Angers et qu'ils n'aient rien mangé du 7 juillet midi au matin du 8[46]. Le directeur de la colonie est Pierre Mainguy, qui travaille alors à la Chambre d'Agriculture et milite à la JAC et dans le mouvement des Maisons familiales. Il est surtout chargé d'organiser les excursions et de faire l'interface avec les autorités. Il se souvient qu'une jeune monitrice, en formation d'infirmière en métropole, parlait arabe ; heureusement car les enfants comprenaient mal le français[47]. Parmi les moniteurs recrutés par l'UFCV, son jeune frère et Paul Bridonneau, 18 ans, qui habite à Beaupréau[48].

Pendant un mois, les déplacements sont nombreux. Les enfants visitent l'École d'application de l'arme blindée et de la cavalerie, le château et Saumur (et la piscine !). Ils sont reçus par les conseillers généraux Boischevalier (chez lui, dans le parc de son château) et Ossant[49]. Ils vont également visiter le château de Serrant, voir la Loire à Champtoceaux, puis la construction du paquebot *France* à Saint-Nazaire. Ils sont invités à déjeuner au domaine de la Haie à Landemont par Mme Le Bault de la Morinière, l'épouse du député UNR de Cholet, absent ce jour-là[50].

Le temps doit être incertain en cet été 1961, car il est nécessaire d'acheter des vêtements de pluie... La colonie est visitée par des médecins et des assistantes sociales. Pour les enfants, c'est un dépaysement total : la nature bien sûr, l'agriculture, les villes, les façons de vivre, tout est différent. Les témoins se souviennent des difficultés d'adaptation des enfants aux règles de vie et d'hygiène de la colonie, les cuvettes de WC et la piscine constituant des nouveautés intrigantes. La monitrice prévient les moniteurs que certains enfants, sous couvert de leur apprendre des mots arabes, essaient de leur faire dire des slogans favorables au FLN[51]. Afin de les accoutumer à la vie française, les organisateurs sollicitent des familles de Beaupréau et de Cholet pour qu'elles accueillent un enfant chez elles pour une journée[52]. Mais les contacts avec la population sont finalement très limités, hormis les excursions en car, peu de sorties en ville ou en campagne. Tout est très cadré, un peu trop peut-être pour permettre d'organiser et vraiment d'animer une colonie, d'autant que la maison familiale n'est pas très adaptée à une colonie de vacances[53]. La propagande autour des colonies de vacances organisées dans le cadre des jumelages est très forte[54]. Des reporters des *Messages d'Algérie* (un journal social bimensuel) désirent prendre contact avec la colonie. Lors du retour, là encore dans le train, il faut veiller à ne pas trop se faire remarquer, même si les places réservées sont occupées par d'autres...[55] Après le départ des enfants, au cours d'un rapide bilan, tous les acteurs (officiels, associations, encadrants, familles) manifestent un réel soulagement et de la satisfaction en constatant que l'« opération », dans des conditions difficiles, s'est correctement déroulée[56]. Le sous-préfet de Barika rend compte du retour des enfants en exprimant la « vive gratitude » des parents et des élus locaux envers l'« affectueuse sollicitude » de l'encadrement angevin[57].

Il est convenu de reconduire l'expérience en 1962. Même après le cessez-le-feu du 19 mars, les préparatifs se poursuivent comme le montre la correspondance échangée entre Barika et le Maine-et-Loire, sans doute pense-t-on alors que le jumelage pourra se poursuivre. Au mois de juin 1962, à quelques jours de l'indépendance de l'Algérie (3 juillet), le préfet interroge le Conseil général,

45 - « Les petits colons de Barika vont couler d'heureuses vacances à la maison familiale de Beaupréau », *La Nouvelle République*, 10 juillet 1961 ; « Plus de 50 enfants de l'arrondissement de Barika vont passer d'heureuses vacances à la maison familiale d'apprentissage rural de Beaupréau », *Le Courrier de l'Ouest*, 10 juillet 1961.

46 - ADML, 303 W 376, lettre du préfet au conseiller technique aux affaires musulmanes, 24 juillet 1961.

47 - Témoignage de Pierre Mainguy, Angers 18 février 2016.

48 - Témoignage de Paul Bridonneau, Angers, 16 mars 2016.

49 - « Les 60 petits colons de Barika visiteront demain le Saumurois », *Le Courrier de l'Ouest*, 27 juillet 1961.

50 - « Les petits Algériens de Barika visitent l'Anjou », *La Nouvelle République*, 5 juillet 1961.

51 - Témoignages de Pierre Mainguy et de Paul Bridonneau.

52 - « Les colons de Barika actuellement à la maison familiale de Beaupréau ont passé la journée d'hier dans les familles d'accueil », *Le Courrier de l'Ouest*, 26 juillet 1961

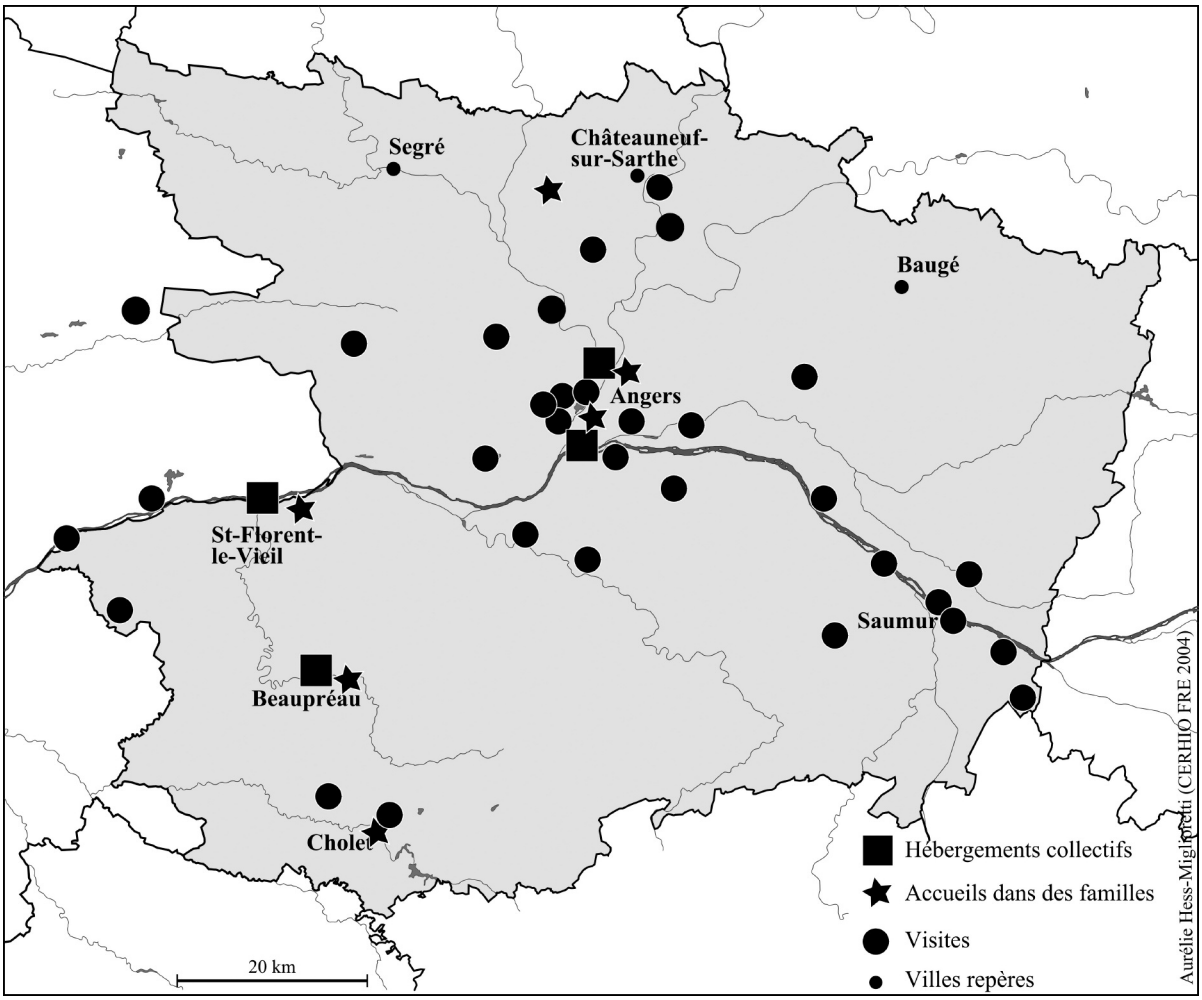
53 - Témoignages de Pierre Mainguy et de Paul Bridonneau.

54 - ADML, 303 W 376, tract distribué aux enfants des colonies.

55 - ADML, 303 W 376, télégramme du 24 juillet 1961. Témoignage de Paul Bridonneau.

56 - Témoignage de Pierre Mainguy.

57 - ADML, 303 W 376, lettre du sous-préfet de Barika au préfet de Maine-et-Loire, 10 août 1961.



(fig. 8) Lieux d'hébergement, d'accueil en familles et de visites des séjours d'enfants et de jeunes algériens en Maine-et-Loire de 1959 à 1961.

sans cacher les difficultés liées au calendrier politique et proposant de reporter la colonie à une année ultérieure. Guy de Boischevalier lui répond qu'effectivement, « la présence des petits algériens pourraient provoquer avec des rapatriés des difficultés qu'il est préférable d'éviter »[58]. Ce n'est donc ni le calendrier militaire, ni même semble-t-il le calendrier politique puisque le préfet renvoie à une année ultérieure, mais la question des rapatriés qui est avancée pour annuler la colonie. Il est vrai que les départements et communes jumelés sont invités à participer à l'accueil des rapatriés, il y a donc un déplacement de l'action et des efforts. Le ministre des Affaires algériennes et le secrétaire d'État aux Rapatriés indiquent que pour les colonies de 1962, « les enfants musulmans que leurs familles souhaitent cette année garder en Algérie, seront remplacés par des petits colons européens par priorité rapatriés »[59].

CONCLUSION

De 1959 à 1961, le Maine-et-Loire a accueilli entre 200 et 300 enfants et jeunes venant de l'Algérie en guerre, appelés tantôt « enfants algériens », « enfants musulmans », « jeunes nord-africains » et même « petits colons », ce qui relève d'une ironie de vocabulaire. Ces enfants ont été hébergés en divers lieux, ont été accueillis dans des familles, ont sillonné le département et fait de nombreuses visites. **(fig. 8)** Quel télescopage dans les journaux entre les nouvelles politiques sur la question algérienne, les rubriques « Nos appelés en Algérie », les articles sur les colonies de vacances à Beaupréau ou à Port-Thibault et les demi-pages sur les appelés angevins morts en Algérie.

Les archives et les témoignages montrent une multitude d'acteurs mobilisés, à différentes échelles et dans de nombreux domaines : ministères, Gouvernement général d'Algérie, armée, municipalités en métropole et en Algérie, Croix-Rouge, mouvement Famille rurale, Maisons familiales rurales, presse locale mais surtout des individualités avec la grande importance des relations interpersonnelles des appelés, des travailleurs sociaux, des religieux, des élus, des citoyens, des familles. Enfin, les enfants eux-mêmes bien sûr ont été acteurs de ces épisodes pour la plupart bien oubliés. Dans les années 1970, Pierre Mainguy effectue un voyage d'étude en Algérie organisé par le ministère de l'Agriculture. Il passe par Barika et tente de retrouver des personnes venus 15 ans plus tôt en Maine-et-Loire, sans succès. Personne ne se remémore le jumelage et la colonie. Dans les archives départementales de Maine-et-Loire et les archives municipales d'Angers, il ne reste aucune trace d'une quelconque relation qui se serait poursuivie.

Il est bien difficile d'avancer quels effets ces séjours, et les relations entre enfants/jeunes Algériens et Français qu'ils ont générés, ont pu avoir sur la manière dont les Angevins envisagent la guerre d'Algérie. Les sources ne font pas état de problèmes, de difficultés, tout semble s'être passé comme si l'accueil d'enfants prévalait sur le fait qu'ils soient musulmans ou qu'ils viennent de l'Algérie en guerre. Enfin, l'organisation de tous ces séjours montre un grand décalage entre la guerre psychologique - dont ressortent les colonies - qui est menée là-bas et l'humanisme qui est à l'œuvre ici dans l'accueil des enfants.

58 - ADML, 303 W 376, lettres du préfet des 16 et 25 juin 1962, réponse de Guy de Boischevalier, 30 juin 1962.
59 - ADML, 303 W 376, instruction ministérielle, 1962.